

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
EXTRA 169/99

ÉFAI – 990902 – AMR 23/88/99

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

« DISPARITIONS » PRÉSUMÉES / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

COLOMBIE

Edgar Quiroga, dirigeant d'une communauté paysanne
Gildardo Fuentes, paysan

Londres, le 29 novembre 1999

Amnesty International est préoccupée par la sécurité d'Edgar Quiroga et de Gildardo Fuentes, dont on est sans nouvelles depuis qu'ils ont été enlevés par des paramilitaires.

D'après les informations recueillies, ces deux hommes ont d'abord été appréhendés par le *Batallón No. 45 Héroes de Majagual* (45^e bataillon des héros de Majagual) des forces armées colombiennes, dans la zone de Caño Azul de la municipalité de San Pablo, dans le département de Bolívar, le matin du 28 novembre 1999. Selon des témoins, ils ont ensuite été remis aux *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie), organisation paramilitaire qui opère dans la région. Des informations non confirmées indiquent qu'Edgar Quiroga a été vu en vie plus tard ce soir-là, aux mains des forces paramilitaires. L'armée colombienne nie détenir les deux hommes.

Edgar Quiroga et Gildardo Fuentes étaient revenus la veille de la capitale, Bogotá. Ils y avaient rencontré des responsables colombiens, y compris des représentants du gouvernement, afin de dénoncer les graves violations des droits humains et du droit international humanitaire commises dans le département de Bolívar. Ainsi, en octobre, des milliers de paysans ont été contraints d'abandonner leurs foyers par des offensives paramilitaires. Apparemment, Edgar Quiroga s'était également entretenu avec des représentants du Bureau de la Haut Commissaire aux droits de l'homme des Nations unies en Colombie, ainsi que des ambassades d'Allemagne et du Canada. Par ailleurs, Gildardo Fuentes avait mis à profit ce séjour pour signaler aux autorités judiciaires son enlèvement par des paramilitaires le 8 octobre, qui s'était produit à un poste de contrôle paramilitaire situé à quelques mètres d'un poste de contrôle routier de l'armée, où il venait d'être arrêté et fouillé. Il avait apparemment été contraint à monter dans un véhicule paramilitaire qui avait ensuite pu franchir sans encombre le poste de contrôle de l'armée.

Edgar Quiroga, dirigeant d'une communauté paysanne, avait participé l'année dernière à des négociations menées avec le gouvernement en tant que représentant de communautés paysannes déplacées du département de Bolívar et des régions voisines. Ces pourparlers avaient débouché sur la signature d'un accord, aux termes duquel le gouvernement s'était engagé à garantir leur sécurité et à prendre des mesures pour combattre les groupes paramilitaires responsables de leur déplacement. Aucune mesure efficace n'a cependant été prise par le gouvernement colombien, et plusieurs des représentants de ces communautés auraient été tués ou menacés depuis par les forces paramilitaires qui sévissent dans la région. Edgar Quiroga et d'autres responsables avaient appelé la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui dépend de l'Organisation des États américains (OEA), à prendre des initiatives pour assurer leur sécurité.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les membres de l'armée et des forces de sécurité colombiennes, ainsi que leurs alliés paramilitaires, commettent de graves violations des droits humains en bénéficiant d'une impunité quasi totale. Au cours des cinq dernières années, plusieurs milliers de civils ont été tués par des organisations paramilitaires. Bien que le gouvernement colombien ait suspendu en 1989 les dispositions constitutionnelles autorisant la création de telles organisations, et donné pour instructions aux forces armées de combattre et de démanteler ces groupes, les formations paramilitaires continuent d'opérer avec le soutien des forces de sécurité dans de nombreuses régions du pays.

Les mouvements de guérilla se sont également rendus responsables de graves violations du droit international humanitaire, notamment en exécutant ceux qu'ils accusent de collaborer avec les forces de sécurité ou les groupes paramilitaires.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax / télex (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité des responsables paysans Gildardo Fuentes et Edgar Quiroga, qui ont apparemment été arrêtés par le *Batallón No. 45 Héroes de Majagual* (45^e bataillon des héros de Majagual) le 28 novembre 1999, puis remis aux forces paramilitaires dans la municipalité de San Pablo ;
- exhortez les autorités à ouvrir immédiatement une enquête exhaustive sur leur « disparition » afin d'établir où ils se trouvent et de traduire en justice les responsables ;
- demandez instamment que les résultats de ces investigations soient rendus publics ;
- déclarez-vous préoccupé par la sécurité des autres dirigeants de communautés paysannes dans le département de Bolívar ;
- appelez les autorités à prendre toutes les mesures jugées nécessaires par les personnes menacées pour garantir leur sécurité ;
- demandez instamment que soit ouverte une enquête approfondie et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département de Bolívar, que les conclusions en soient rendues publiques et que ceux qui soutiennent ces groupes ou en font partie soient déférés à la justice ;
- exhortez les autorités à prendre sans délai des mesures en vue de démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations des Nations unies.

APPELS À :

Remarque : les télécopieur étant parfois éteints, vous aurez davantage de chances d'obtenir les lignes de fax en envoyant vos appels pendant les heures de bureau locales (il faut soustraire cinq heures à l'heure GMT pour obtenir l'heure locale).

Président de la République :
Señor Presidente Andrés Pastrana
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Presidente Pastrana, Bogotá, Colombie
Télex: 44281 PALP CO
Fax : 57 1 286 7434 / 284 2186 / 337 1351
Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente, / Monsieur le Président de la République,*

Ministre de l'Intérieur :
Dr. Néstor Humberto Martínez
Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Carrera 8, No. 8-09, Piso 2
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Ministro Interior , Bogotá, Colombie
Télex : 45406 MINGO CO
Fax : 57 1 286 8025 / 281 5584 / 342 3201 / 341 9739
Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Ministre de la Défense :
Dr. Luis Fernando Ramírez Acuña
Ministro de Defensa Nacional
Ministerio de Defensa Nacional
Avenida Eldorado CAN - Carrera 52
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Ministro Defensa, Bogotá, Colombie
Télex : 42411 INPRE CO; 44561 CFAC CO
Fax : 57 1 222 1874
Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Commandant de la 5^e brigade :
General Martín Orlando Carreño Sandoval
Comandante de la V Brigada
Carrera 33-14, Barrio Los Pinos
Bucaramanga, Santander, Colombie
Fax : 57 7 645 5051 / 635 1493
Formule d'appel : *Sr. General, / Mon Général, (si vous êtes un homme) ou Général, (si vous êtes une femme)*

COPIES À :

Association juridique :
MINGA
AA 40303, Santafé de Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 27 DÉCEMBRE 1999, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

a version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -